

**ATELIER CONJOINT SATUCC – STREETNET
ORGANISER LES TRAVAILLEURS DANS L'ECONOMIE INFORMELLE**

**Tenu a l'Hotel Boysens, Johannesburg
2 – 5 Octobre 2008**

ALLOCUTION D'OUVERTURE

*Lucia Matibenga
Présidente de SATUCC*

C'est un atelier extrêmement important.

Pourquoi l'économie informelle continue à croître :

- échec des politiques économiques;
- le Programme d'ajustement Structurel (PAS) a eu comme conséquences le chômage et sous emploi à cause de la réduction des effectifs et la fermeture définitive des entreprises.

Certaines caractéristiques de l'économie informelle sont:

- activités économiques pour les survivants;
- pas de protection sociale;
- pas de droits de travail/droits de l'homme en pratique;
- revenus bas;
- manque de reconnaissance ou enregistrement.

Réduction/éradication de la pauvreté comme un des Buts du Développement du Millenium (MDGs).

- certains pays dépendent de leurs économies informelles (ex au Zimbabwe où on compte 80% des chômeurs) ;
- Pour éradiquer la pauvreté, on ne peut pas appliquer les MDGs sans considérer l'économie informelle, parce que la majorité des gens sont justement dans cette économie;
- L'agenda de l'OIT sur le travail décent a sérieusement pris en compte l'économie informelle.

Pourquoi organiser les travailleurs dans l'économie informelle – **organiser ou mourir !!**

- Donner la voix aux sans voix;
- Etant en face de la globalisation, le capital se consolide, d'où la nécessité aux opprimés de s'unir en réponse;
- Les gouvernements écoutent la Banque Mondiale et les FMI, et non les travailleurs informels.

Les travailleurs dans l'économie informelle doivent s'unir contre les gouvernements et les capitalistes. Organiser n'est pas quelque chose à la mode, c'est un besoin urgent.

Unis nous négocions – divisés nous quémendons !!

Cet atelier devrait nous permettre de :

- Partager l'information sur le travail effectué jusque là;

- Mettre sur pied les étapes concrètes nécessaires pour faire avancer le travail;
- Identifier les meilleures pratiques et les adapter aux différentes situations dans nos pays;
- Bien comprendre la relation qui doit exister entre les syndicats et les organisations de l'économie informelle.

Un travailleur c'est un travailleur – qu'il soit formel ou informel.

En avant avec l'unité des travailleurs !!

ORATEUR D'HONNEUR

Gino Govender

Directeur Exécutif, Ditsela

Le discours écrit a été distribué

INTRODUCTIONS DETAILLEES

Voir le registre de présences.

JOURNEE 2 (Vendredi 3 Octobre)

Comparaison des Stratégies d'Organiser

Facilitateur : Mike Chungu

A. Les Pionniers Organiseurs des travailleurs dans l'économie informelle -

Exposés

Ghana TUC et tous ses affiliés

- *Exposé par Togbe Drayi II, Chef du Département de Organising de Ghana TUC*

SEWA (Self – Employment Women's Association)

- *Présentation du Vidéo (SEWA movement Part I)*

DISCUSSION

La question du statut de membre associé au sein de Ghana TUC.

Nécessité de donner des positions de responsabilité aux travailleurs informels aussi.

- *c'est une mesure de bouche-trou pour ne pas perdre ces travailleurs;*
- *peut être exploré et développé davantage;*
- *si le mouvement syndical ne trouve pas un moyen de leurs accommoder, ils iront au gouvernement;*

La question des vendeurs de marché contre les vendeurs de rue.

- *les vendeurs de rue n'ont pas encore été organisés (sous Ghana StreetNet Alliance);*
- *Peut-être qu'il faut une organisation pour tous les vendeurs car il y a une mobilité entre les marchés et les rues.*

Observation de SEWA – mouvement syndical, mouvement coopératif, mouvement féminin. Observation qu'elles créent de l'emploi pour un travail décent.

Question sur l'exclusivité des femmes comme membres de SEWA

- *l'engagement de SEWA servait à adresser les besoins des travailleurs les plus marginalisés et les plus pauvres dans l'économie informelle, c à d les femmes – et éliminer la discrimination contre elles. Il y a d'autres organisations en Inde qui organisent les travailleurs (y compris les hommes) dans l'économie informelle – mais c'est SEWA qui a fait des progrès au profit des femmes dans l'économie informelle.*

Question sur les stratégies de négociation collective au Ghana.

- *négociation avec les autorités sur les taxes;*
- *les problèmes de négociation dépendent des préoccupations des travailleurs de l'économie informelle;*
- *négociations sur les arrangements spatiaux;*
- *formation pour assister les vendeurs à progressivement quitter le secteur;*

- *négociations avec le gouvernement sur ce qu'il faut faire lorsque les politiques économiques échouent.*

Question sur les difficultés rencontrées lorsqu'on approche les travailleurs dans l'économie informelle.

- *contraintes en ressources;*
- *résistance des membres effectifs;*
- *les organisateurs n'ont pas de formation spécifique (en train d'être formés maintenant);*

Les conflits entre le Gouvernement et Ghana TUC parce que les travailleurs informels sont en train de prendre le contrôle de l'économie ? *Pas vraiment, mais vers les années 1980s, nous avons organisé indépendamment les travailleurs informels pour empêcher le gouvernement qui essayait de les contrôler.*

*N.B. L'importance de l'indépendance des organisations du contrôle gouvernemental.

COSATU peut apprendre beaucoup du Ghana.

Le manque de forums de négociation pour les travailleurs dans l'économie informelle pour leur permettre de participer directement.

Comment le syndicat s'attaque aux problèmes environnementaux – ex. les produits de bois.

- *problèmes dans l'application des lois sur l'exploitation du bois;*
- *Le syndicat des travailleurs du bois a leur propre plantation, avec un projet de forestation.*

Question sur la prévalence du VIH/SIDA au Ghana.

- *La prévalence du VIH est faible au Ghana (environs 2%)*
- *Mais il existe des programmes de VIH/SIDA surtout pour le secteur du transport.*

Quel est le rôle des Employeurs par rapport à l'économie informelle.

- *implication de tous les détenteurs d'enjeu dans le dialogue social (employeurs aussi).*
- *Les employeurs Ghanéens ne sont pas intéressés par les travailleurs de l'économie informelle.*

*N.B. Le plan de Sécurité Sociale pour les travailleurs dans l'économie informelle.

Les travailleurs informels paient des contributions dont 50% est mis dans un plan d'épargne.

A réclamer en cas de besoin – disponible pour les travailleurs informels (pas les travailleurs formels).

Le Gouvernement percevait de l'argent des vendeurs de rue afin de leur donner de l'espace de vente lors de la Coupe d'Afrique – finalement ils n'ont pas pu les accommoder et nous avons eu à nous battre pour le remboursement de l'argent des

vendeurs – avertissement aux Sud Africains en anticipation de la coupe du monde de FIFA.

B. Les Syndicats de la SADC – présentation de quatre exemples différents – exposés.

Tanzanie – extension du rayon d’action du syndicat (TUICO)

- petite description par Pat Horn en absence du participant de TUICO

TUICO (Syndicat Tanzanien pour les travailleurs de l’industrie et du commerce) a commencé à organiser les vendeurs informels de marché dans des différents marchés, y compris le marché des produits frais de Kariakoo à Dar Es Salaam – jusqu’à financer la construction des abris aux abords du bâtiment du marché afin d’étendre l’espace de vente disponible et accommoder davantage des vendeurs. De plus en plus des *machingas* (vendeurs de rue, ambulants) commençaient à apparaître dans les villes, par manque d’espace dans les marchés, et TUICO avait commencé à les organiser.

La stratégie de TUICO a été d’étendre le rayon d’action du syndicat à ces travailleurs informels dans le secteur du commerce, et d’étendre leur négociation collective pour couvrir ces secteurs (ex. avec les gestionnaires des marchés et les autorités municipales).

Mozambique – Etablissement d’une organisation informelle (affiliation directe)

- présentation par OTM-CS et ASSOTSI

Présentation écrite

Malawi – Etablissement d’un syndicat informel (affiliation directe)

- *une longue présentation impromptue par MUFIS qui vient d’être directement affilié au MCTU* – répétition (longue version) de la description du jour précédent sur la durée du processus de leur enregistrement et la durée que leur demande d’affiliation à MCTU a prise avant d’être acceptée. Les attentes de MUFIS de leur affiliation directe au MCTU (que le facilitateur lui a demandé de présenter brièvement) n’ont pas été adressées.

Zimbabwe – Etablissement d’une organisation informelle (MOU)

- présentation par ZCTU et ZCIEA

Présentation écrite.

Consulté régulièrement par le gouvernement.

Relations de Solidarité avec les organisations de la société civile.

Des membres de ZCIEA (y compris Beauty Mugijima) sont maintenant des parlementaires depuis les élections de Mars 2008.

ZCIEA assiste avec la distribution de la nourriture.

Nouvelles maisons d’échange – les membres de ZCIEA vont faire partie.

Zambie – une organisation informelle indépendante (membre associé)

-présentation par ZCTU et AZIEA

Présentation écrite

PAS DE DISCUSSION (problème de gestion du temps)

Facilitatrice : Pat Horn

C. TRAVAIL EN GROUPES sur:

1. Stratégies de Recrutement
 - *réaliser le droit d'organiser en pratique*
 - *mettre en pratique la liberté d'association.*
2. Nouvelles stratégies de négociation collective
 - *pour un travail décent aux travailleurs informels*
3. Services pour les travailleurs informels

RAPPORT DES GROUPES EN PLENIERE

Stratégies de Recrutement – mobiliser pour les droits des travailleurs

RECRUTEMENT DIRECT

Utiliser des personnes clés pour contacter les membres potentiels
Cibler une ou deux personnes puis organiser une réunion
Formation des Comités
Distribution des brochures
Dissémination de l'information
Sensibilisation
Création du Département de l'économie informelle

ALLIANCES ET PLAIDOYER

A travers l'éducation et formations telles que les ateliers
Travailler en réseaux
Utiliser le média pour informer les membres potentiels sur l'existence de l'organisation
Mobilisation des ressources
Lobbying et plaidoyer
Rassemblements publics
Collaboration avec les Syndicats
Visite des parlementaires à l'association
Campagnes, ex. Villes du Niveau Mondial pour Tous (WCCA)

Stratégies de recrutement – mobiliser par services

SERVICES SOCIAUX

Profiter des événements tels que le harcèlement des vendeurs par la police
Cliniques Sociales pour aider les vendeurs
Intervention sur leurs problèmes actuels

AVANTAGES MATERIELS

- Faire le lobbying afin d'utiliser les fonds de la Municipalité pour servir de micro finances aux vendeurs
- Donner des primes d'encouragement

Nouvelles stratégies de négociation collective

NOUVEAUX PRINCIPES DE BASE

- Participation dans la formulation des politiques;
- Identifier les points à négocier, ex. réformes constitutionnelles, reconnaissance;
- Identifier les partenaires de négociation pour chaque point;
- Des réunions formelles régulières avec les autorités aux niveaux local et national;
- Etablissement des forums légaux;
- Représentation dans les conseils municipaux;
- Forums parlementaires extraordinaires;

TACTIQUES DE PRESSION (y compris DES ACTIONS COLLECTIVES)

- Tenir le gouvernement pour responsable pendant les élections
- Influence de vote
- Communiqués de presse
- S'engager dans des marches de protestation, rétention des taxes, etc.

Services offerts par les syndicats/organisations des travailleurs informels

- Education et formation
- Sécurité Sociale
- Interventions sur les politiques
- Représentation à tous les niveaux
- Négocier les achats en gros pour les membres
- Services funéraires pour les membres
- Conseil légal
- Distribution gratuite des produits sanitaires
- Lever les fonds pour les ARVs
- Renforcement des capacités: éducation, conscientisation et campagnes
- Activités de solidarité
- Représentation sur les questions juridiques (assistance en litiges)
- Offrir des produits agricoles locaux pour vente

DISCUSSION

- La plénière a discuté de la mobilisation par la provision des services comme stratégie de recrutement des membres. On a noté le besoin d'utiliser les services comme un avantage auxiliaire – ceci pour que les associations de l'économie informelle et les syndicats qui organisent dans l'économie informelle ne perdent pas de vue leur fonction principale (c à d une approche basée sur les droits des travailleurs).
- la plénière a discuté le problème de la participation et la représentation des travailleurs de l'économie informelle dans les conseils tripartites de travail, et

a observé qu'il y a un besoin urgent de redéfinir les structures actuelles tripartites afin qu'elles prennent en compte l'effort continu d'organiser les travailleurs de l'économie informelle soit à travers leurs associations/organisations indépendants de l'économie informelle ou Syndicats.

- La question de la relation entre les politiciens et les organisations des travailleurs dans l'économie informelle – y compris l'affiliation au(x) parti(s) politique(s) tant au pouvoir ou de l'opposition – a été débattu en long et en large, et la plénière a noté tous les commentaires et observations. Il y avait un consensus général que notre travail est politique parce que nous voulons changer et influencer les politiques et lois, et montons des pressions collectives sur les politiciens. De l'autre côté on s'est généralement mis d'accord que les organisations ne devraient jamais être compromises par les relations politiques. Les politiques des organisations concernant leurs relations avec les partis politiques, et la participation des leaders des travailleurs dans les activités politiques, varient largement selon les situations politiques différentes dans différents pays de la région.
- La question de la corruption, qui affecte plusieurs travailleurs de l'économie informelle, particulièrement les vendeurs de rue et migrants, est aussi souvent lié aux pratiques ou arrangements basés sur le patronage politique.
- Il y avait un consensus sur le renforcement de la solidarité entre et parmi les associations de l'économie informelle et les syndicats dans la région afin de promouvoir une représentation efficace des travailleurs de l'économie informelle. Il a été fortement recommandé de visiter le site web www.streetnet.org.za de StreetNet international, pour suivre de près les tendances politiques et sociales actuelles qui menacent les travailleurs de l'économie informelle à travers le monde.

JOURNEE 3 (Samedi 4 Octobre) Lutter pour les politiques et lois

Facilitateur: Mike Chungu

D. TRAVAIL EN GROUPE sur le Travail D cent

1. Droits de travail pour les travailleurs informels

BESOINS

Lois/politiques favorables aux travailleurs informels
Infrastructure qui rend le travail informel viable
Organisation dans des associations/syndicats
Révision constitutionnelle/législative pour enlever les lois discriminatoires
Développement des connaissances
Soutien financier
S'unir pour mieux s'occuper de l'inclusion des travailleurs informels
Santé/Sécurité en lieu de travail
Lois de travail qui couvrent les travailleurs informels
Représentation dans les structures de prise de décision
Inspections

LOIS ET POLITIQUES

Amendement & révision des lois municipales et nationales
Mise en application des lois, politiques et lois municipales actuelles
Lois et politiques inaccessibles par les travailleurs informels
Droits de travail pour les travailleurs informels

RECOMMANDATIONS

Que les travailleurs informels aient les mêmes droits que les formels ;
Les Etats membres de la SADC doivent conformer leurs politiques à la résolution de l'OIT de 2002 ;
Travailler en réseau au niveau de la SADC ;
Besoin d'une recherche participative & documentation sur les droits du travail dans l'économie informelle

2. Création d'emploi & gagne-pain dans l'économie informelle

BESOINS

Cadre politique favorable reconnaissant les travailleurs dans l'économie informelle
Reconnaître les lieux de travail des travailleurs informels
Reconnaître les organisations des travailleurs informels
Refaire la conception du système éducatif
Directives claires pour l'investissement et business

Frais d'enregistrement & fonds fiduciaires couvrant l'économie formelle et informelle devraient être reconnus

Législation qui reconnaît les droits économiques de vendre, et faire partie de la constitution nationale et lois de travail.

POLITIQUES

Une Constitution au service du peuple

Plate-forme de négociation avec les autorités locales (Mozambique – jusque là Maputo)

L'actualisation des lois dépassées (Lesotho, Zambie)

Des lois pour les travailleurs autonomes en Angola – besoin d'implémentation

La Citoyenneté et politiques de promotion d'emploi (Commission en Zambie)

Les protocoles de la SADC sur la création d'emploi & la définition des travailleurs informels

Un corps régional de l'économie informelle

Les Structures tripartites doivent être créées/restructurées pour inclure les représentants des travailleurs de l'économie informelle

3. Protection sociale pour les travailleurs informels

BESOINS

Accès au crédit

Sécurité des sites de travail

Plans d'assurance santé

Santé, sécurité et environnement en lieu de travail

Congé de maternité

Sécurité de travail

Sécurité des revenus

Congé de vacances (annuel)

Avantages liés aux enfants

Subventions pour handicapés

Formation

POLITIQUES ET LOIS

Reconnaissance des travailleurs de l'économie informelle (existe et existera fort probablement)

Meilleures pratiques : Ghana et Mozambique

Essayer de reproduire la meilleure pratique Mozambicaine dans toute la SADC

RECOMMANDATIONS

Les Forums tripartites pour le dialogue social sur des questions qui affectent les travailleurs informels devraient toujours inclure une représentation de l'économie informelle.

Les forums bipartites avec les municipalités devraient aussi inclure les représentants de l'économie informelle

Affiliation directe des organisations des travailleurs informels aux centrales syndicales nationales.

Passer des lois favorables – lobbying sur le parlement et les concepteurs des politiques

4. Travailleurs informels et Représentation

BESOINS

Local: Les comités élus gèrent les négociations ;

National: Les centrales Syndicales nationales, structures nationales de l'économie informelle;

Régional: Formation d'une structure régionale de l'économie informelle à partir des structures nationales;

International: Formation d'un corps international

Structure légale pour représenter les questions légales et litiges.

POLITIQUES

La Zambie a une loi, mais qui ne sert pas les intérêts de l'économie informelle.

Participation dans la formulation des politiques – toutes les politiques, législation et constitutions nationales.

Pas de politiques dans aucun des pays représentés dans le groupe.

RECOMMANDATIONS

La représentation de l'économie informelle est nécessaire à tous les niveaux.

Les représentants de l'économie informelle devraient être impliqués dans la formulation des politiques, de la législation et de la constitution nationale.

La structure régionale devrait être formée pour représenter les travailleurs de l'économie informelle.

Rien pour nous sans nous !!

5. Travailleurs Migrants et Commerce transfrontalier

BESOINS

Protection sociale et légale

Représentation

Organisations collectives comme les syndicats

Reconnaissance

Education – formation en business, VIH/SIDA, droits, lois

Intégration

Abri

POLITIQUES

Essentiellement dépassées ou inconnues

La connaissance des lois donne du pouvoir aux travailleurs dans l'économie informelle

Accès à un traitement équitable

Espace opérationnel

Contre le harcèlement sexuel

Contre le travail des enfants, travail forcé & commerce illicite

Droits des demandeurs d'asile

Contre la corruption

Documents d'immigration simplifiés

Les protocoles de la SADC doivent être observés

Exemption des tarifs douaniers ;

Les autorisations douanières doivent se faire à un point pour alléger la congestion à l'ordre suivant ;

Pas de visa au sein de la SADC ;

Entreposage des biens.

Priorité aux citoyens de la SADC

Revisiter les politiques du commerce transfrontalier

Protection contre le harcèlement et la victimisation

Lutter contre la corruption à toutes les frontières et dans les pays

Cartes d'identité pour les commerçants transfrontaliers dans la région de la SADC

Autorisation douanière à la frontière

Enlèvement des lois restrictives et inutiles

Possibilité d'ouvrir des comptes dans les pays où ils vendent

Comment fonctionne la SADC ?

-Exposé par Moses Kachima, Secrétaire Exécutif de SATUCC

Exposé sur Power point

Codes communs Potentiels :

Sécurité Sociale – brouillons sur comment inclure l'économie informelle

Travail infantile

Genre au lieu de travail – droits égaux au lieu de travail

Utilisation appropriée des produits chimiques au lieu de travail

VIH/SIDA au lieu de travail

DISCUSSIONS ET QUESTIONS

Facilitateur: Elias Mashasi

E. TRAVAIL EN GROUPE – Propositions de politiques à soumettre à SATUCC

1. Droits de travail pour les travailleurs informels

- StreetNet doit faire partie des délibérations au sein des structures de SATUCC sur ce qui va être soumis à la SADC;
- On doit accorder les mêmes droits de travail aux travailleurs de l'économie informelle que ceux accordés aux travailleurs dans l'économie formelle;
- Les pays membres de la SADC doivent conformer leurs politiques à la résolution de la SADC sur le travail décent et l'économie informelle;
- StreetNet et SATUCC vont encourager leurs affiliés à réseauter davantage sur leur travail et expériences ;
- StreetNet et SATUCC vont disséminer leurs activités à tous les travailleurs de

l'économie informelle et ce qu'ils sont en train de faire – accroître leurs publicités aux travailleurs de l'économie informelle.

2. Création d'emploi & gagne-pain dans l'économie informelle

- Le plan stratégique actuel de la SADC devrait être revue pour inclure la création d'emploi dans l'économie informelle;
- Le groupe des travailleurs dans tous les forums tripartites devra inclure les représentants de l'économie informelle;
- Les délégations des pays à la SADC devraient inclure les représentants des travailleurs de l'économie informelle.

A faire au niveau interne

- SATUCC et StreetNet devront créer un corps pour représenter les travailleurs informels dans la région de la SADC;
- SATUCC doit créer un département d'économie informelle.

3. Protection sociale pour les travailleurs informels

- Forum tripartite efficace dans la région pour couvrir les travailleurs de l'économie informelle;
- SATUCC doit jouer un rôle de facilitation pour permettre aux affiliés de participer dans des forums bipartites;
- SATUCC doit encourager ses affiliés à accepter l'adhésion directe des organisations de l'économie informelle comme affiliés;
- La SADC doit s'assurer que ses Etats membres mettent en application les protocoles signés;
- Les Etats membres de la SADC doivent étendre la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle (y compris les travailleurs autonomes) en suivant l'exemple de la meilleure pratique du Mozambique.

4. Travailleurs Informels et représentation

- La SADC doit reconnaître les travailleurs informels comme travailleurs;
- Les travailleurs informels font partie intégrante des syndicats;
- La SADC doit reconnaître que SATUCC représente les intérêts et préoccupations des travailleurs de l'économie informelle;
- Extension des droits du travail aux travailleurs de l'économie informelle, y compris leur représentation par les syndicats de leur choix.

5. Travailleurs Migrants et commerce transfrontalier

- Politique sur la protection légale des commerçants transfrontaliers;
- Politique sur la sécurité sociale;
- Politique sur le VIH/SIDA;
- Politique éducative pour les travailleurs migrants;
- Un conseil de l'économie informelle au niveau régional pour leur représentation;
- Abris abordables au poste frontière pour les travailleurs migrants, y compris l'espace d'entreposage pour les marchandises, ex. coopératives de logement;
- Tous les protocoles de la SADC existants sur le mouvement et le commerce (droits douaniers, visas, autorisation douanière des biens) doivent être respectés;

- Reconnaissance et représentation pour tous les travailleurs migrants y compris les commerçants transfrontaliers.

JOURNEE 4 (Dimanche 5 Octobre) Campagnes et Alliances

F. campagne Villes du Niveau Mondial pour Tous (WCCA) vers 2010

- Exposé par StreetNet International

DISCUSSION – monter des stratégies pour implication au niveau de la SADC
Préparation du calendrier d'implémentation.

Pat a présenté le contexte de la campagne, soulignant l'expérience de la coupe du monde En Corée du Sud où les vendeurs de rue ont été menacés avec des mesures répressives de masse en lumière du pays abritant la coupe du monde.

StreetNet International en collaboration avec son affilié local en Corée du Sud et d'autres détenteurs d'intérêt ont adressé une pétition au comité d'organisation, FIFA et le gouvernement Sud Coréen pour adresser les préoccupations des vendeurs de rue.

En 2006, le Conseil International de StreetNet a adopté la campagne Villes du Niveau Mondial pour Tous. Initialement, la campagne n'était pas financée, mais StreetNet International a réussi à lever certains fonds qui seront disponibles en 2009.

Actuellement, la campagne est en cours en Inde et au Brésil, et nous voudrions attirer toute l'attention sur la SADC à cause de la coupe du monde qui aura lieu en Afrique du Sud, et tenant compte de l'éruption de la violence xénophobe en Juin en Afrique du Sud, et la nécessité d'anticiper la reproduction de telles violences encore une fois.

La campagne va s'occuper de promouvoir la protection parmi les secteurs clés y compris le travail sexuel et enfants de la rue pour qu'ils ne soient pas harcelés pendant la coupe du monde, et la campagne est un effort collaboratif entre les organisations progressives dont les syndicats tels que COSATU, l'anti-privatisation forum, etc.

Point de convergence pour la SADC

Agenda 21

Résolution de la SADC

Accord cadre

Restitution au sein de COSATU

Mobiliser le travail en provinces

Processus de consultation municipale sur les lois municipales

Disputes internes

Bureaux de 2010

Organiser le forum de la SADC avec un thème spécifique (idem Forum Social Mondial)

Lettre à Thabo Mbeki

Droits des travailleurs en 2010 – Comité Technique

Implication de FIFA

DISCUSSION et Voie à suivre

Résolution à la SADC sur 2010

Contenu proposé :

La SADC doit s'engager à faire de la coupe du monde de FIFA 2010 un événement de la SADC.

Engagement commun de s'assurer que la Coupe du monde de FIFA 2010 profite à tous les citoyens de la SADC y compris les travailleurs de l'économie informelle

Les droits des travailleurs pendant la coupe du monde 2010.

Etendre les dispositions du cadre de FIFA à toute la région de la SADC.

Pays de la SADC en 2010 – Activités de WCCA

- Les stades sont en voie d'amélioration au Swaziland, Zambie et Botswana.
- Au Mozambique il y a une construction continue des stades et hôtels.
- En Angola, on construit des hôtels et stades en préparation de la coupe d'Afrique des nations qui sera organisée par l'Angola, ainsi que la coupe du monde en Afrique du Sud.
- Les fan Parks sont donc une opportunité potentielle dans les pays de la SADC.
- Le Zimbabwe a été exclu (peut être pour des raisons évidentes).

C'est ça qui sera utilisé comme base d'expansion de la campagne WCCA au delà de l'Afrique du sud, vers les pays de la SADC.

Journée d'action Africaine de WCCA

Afin d'étendre la campagne WCCA au reste du continent Africain, on s'est mis d'accord d'organiser une journée Africaine d'action WCCA le 25 Mai 2010 (Journée Africaine de Libération) pour vulgariser les demandes de tous les travailleurs informels et du pauvre urbain, en rapport avec 2010. Cet événement serait organisé de façons plus ou moins similaire à la journée internationale d'action du FSM qui a été faite dans plusieurs pays le 26 janvier 2008 parce qu'il n'y avait pas d'événement international.

CONCLUSION

La Déclaration de StreetNet – SATUCC a été approuvée pour être envoyée au Congrès de SATUCC (qui se tiendra la semaine suivante) pour discussion en vue de la soumettre à la SADC à propos des questions de politique sur les travailleurs dans l'économie informelle. Les provisions liées à la coupe du monde de FIFA 2010 seront ajoutées.

L'événement régionale prochaine sera un atelier régional de mi-termes en 2010, et espérons qu'à ce moment-là il y aura des interactions avec la SADC en relation avec les travailleurs dans l'économie informelle.

Préparé par Pat Horn (StreetNet International)

-Assistée par Mike Chungu (Workers' Education Association of Zambia),

Octobre 2008.